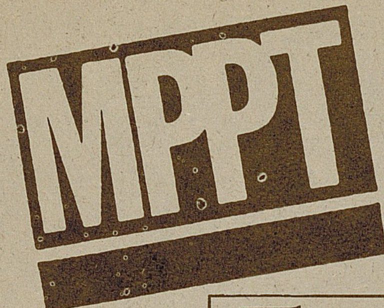


LISTE DU MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ELUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs : leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer **une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs,** en constituant le **Mouvement pour un parti des travailleurs.** C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : **n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité :** les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par Savary-Chevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur. Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

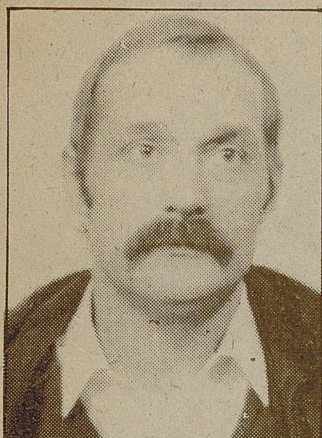
Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, **dont le contenu sera défini par le peuple souverain,** nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

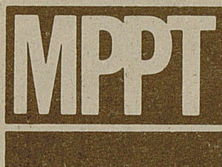
VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



ÉLECTION DES DÉPUTÉS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE 16 MARS 1986

LISTE DU 

MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

ILLE-ET-VILAINE

Pierre PRIET

(35 ans, électricien du bâtiment)

COMMENT S'EST TRADUITE, DEPUIS CINQ ANS, CETTE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DANS NOTRE DEPARTEMENT ?

EMPLOI : 32 529 chômeurs fin 1984, une augmentation de 14,4 % en un an, avec en particulier l'effondrement économique des régions de Fougères et Redon.

Et pour le bâtiment, première industrie de notre département, c'est un véritable déluge de licenciements dans toutes les branches !

M. Hervé, ministre, maire de Rennes, se félicite du record que détient l'Ille-et-Vilaine en matière de TUC. 13 417 TUC dans 1 222 communes de Bretagne. 1 805 dans le seul arrondissement de Rennes. Ce qui fait dire à P. Méhaignerie, chef de file de la droite, à propos des TUC : *« Il y a cinq ans, nous avons fait une telle opération sur la région de Vitré sous les ricanements du Parti socialiste d'alors, qui parlait de subterfuge et de moyens artificiels »* !

SANTÉ : Et le secrétaire d'Etat à la Santé, dans le droit fil de la politique de Simone Veil et Jack Ralite, organise la départementalisation des hôpitaux, c'est-à-dire la misère, dans une situation où le personnel partant en retraite n'est pas remplacé, et où l'embauche des TUC se multiplie.

ÉCOLE, LAÏCITÉ : En septembre 1985, il y a eu 99 fermetures de classes (dont 66 dans le primaire) dans les écoles publiques du département. Une véritable honte. De 1977 à 1984, les conseillers municipaux de Rennes, toutes tendances confondues (RPR, UDF, PS, PCF), ont voté à tous les budgets trois fois plus d'argent pour l'enseignement privé (700 millions de centimes) que ne les y obligent les lois réactionnaires Debré et Guermeur, que la majorité PS-PCF a refusé d'abroger.

AGRICULTURE : La politique de quotas laitiers des Rocard, Nallet, au service des Debatisse, Guillaume et autres gros propriétaires et patrons des trusts agro-alimentaires a entraîné 2 700 arrêts de production en 1984, dans notre seul département. L'endettement a atteint un point de non-retour pour des centaines d'agriculteurs, exploités par le Crédit agricole, les patrons des laiteries, secteur dans lequel 8 000 licenciements ont été réalisés nationalement.

DÉCENTRALISATION : Pour ne prendre qu'un exemple, celui de la SNCF : celle-ci va laisser à la charge des régions toutes les voies « annexes ». A Auray, Pontivy, Saint-Brieuc, Carhaix, Guingamp notamment. C'est ce qu'a annoncé J.-C. Cavaillé, député (UDF) du Morbihan, s'appuyant sur les lois dites de décentralisation de Defferre (PS) et Le Pors (PCF).

Ainsi, dans les écoles, collèges et lycées mis sous tutelle des élus, dans les hôpitaux, à la SNCF, sans parler de la DDASS, de la DDE, etc., la décentralisation est une véritable machine de guerre contre les droits égaux des citoyens à l'égard du service public. La qualité des services, des soins, de l'instruction, la possibilité de voyager ne seront plus les mêmes sur tout le territoire. Elles seront tributaires du bon vouloir des majorités politiques des instances régionales et départementales.

•
••

Les travailleurs, les jeunes du département ont réagi et combattu sous diverses formes ces mesures, toutes dirigées contre eux, qu'il s'agisse des aides-maternelles, des étudiants, des ouvriers de la Netra, de ceux de la CGEE, ou bien encore des parents, instituteurs et militants laïques, ainsi que les agriculteurs. Les militants du MPPT ont soutenu et appuyé ces actions.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR PIERRE PRIET, ÉLECTRICIEN DU BÂTIMENT

Pierre PRIET, 35 ans, électricien du bâtiment • **René MALLE**, 32 ans, éducateur spécialisé • **Katell LOUARN**, 29 ans, étudiante • **Patrick LE TUHAUT**, 39 ans, gestionnaire-agent comptable • **Pierre DELEPORTE**, 35 ans, chargé de recherche au CNRS • **Joël JOSSELIN**, 29 ans, instituteur • **Didier MOTTAIS**, 27 ans, employé de banque • **Gérard BAUVERT**, 38 ans, rédacteur • **Denis LE BOURHIS**, 34 ans, ouvrier d'Etat.

ATTENTION : ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront fournis au bureau de vote.

Imp PIE 75

Vu les candidats.